



Marché des fruits et légumes

# Les intempéries font flamber les prix

Page 2

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4075 - Jeudi 19 janvier 2017 - Prix : 10 DA

Réunion dimanche de la Haute instance des élections

Les préparatifs pour les législatives s'accélèrent

Page 4



Neige, routes bloquées et villages isolés

- Tizi Ouzou : coupure du courant électrique presque générale
- Béjaïa : 87 écoles primaires, 40 CEM et 20 lycées fermés

Pages 2 et 24

L'avance insuffisante de Manuel Valls

Par Mohamed Habili

**S**i Manuel Valls est bien crédité dans les sondages du plus grand score au premier tour des primaires socialistes, prévu pour le 22 de ce mois, devant ses principaux concurrents que sont Benoît Hamon et Arnaud Montebourg, il n'en est pas moins donné pour perdant devant l'un ou l'autre au deuxième tour, devant se tenir quant à lui une semaine plus tard. Pour devenir le candidat de son parti à la présidentielle qui vient, il n'a guère le choix, il lui faut arracher dès le premier tour une majorité absolue. Ce qui a priori semble exclu, étant donné que son avance n'est pas si grande sur ceux de ses concurrents les mieux placés derrière lui. Les scores dont sont crédités ceux qui arrivent en deuxième et troisième positions dépassent les 50% quand ils sont additionnés. Or il est clair que les voix qui se seront portées au premier tour sur Hamon et sur Montebourg ne se reporteront pas sur lui au deuxième, mais sur celui des deux qui aura obtenu le meilleur résultat. Le candidat socialiste à la présidentielle sera donc selon toute vraisemblance un représentant de l'aile gauche de son parti, soit Hamon soit Montebourg, du reste au coude à coude dans les sondages.

Suite en page 3

Les rabais sont là jusqu'au 28 février

# Les soldes attirent beaucoup d'Algériens



Ph.E. Soraya/J. A.

C'est parti pour les soldes d'hiver ! A l'occasion, chaque commerçant s'organise à sa manière. Alors que certains affichent des remises allant jusqu'à 70%, d'autres n'ont toujours pas commencé les réductions. Lire page 3

Habitat

Gel de l'agrément de près de 1 000 promoteurs immobiliers

Page 3

Théâtre

La pièce «El Kharif» dénonce les crimes sectaires en Irak

Page 13

Marché des fruits et légumes

# Les intempéries font flamber les prix

■ Les fruits et légumes étaient intouchables hier dans les marchés de la capitale. Les prix ont atteint des niveaux jamais égalés ces dernières années. «On savait que les prix allaient être revus à la hausse à cause des intempéries mais jamais à ce point», s'indigne une mère de famille.

Par Meriem Benchaouia

Les spéculateurs ont rebondi ces derniers jours, profitant de la non disponibilité des produits de première nécessité sur le marché, due notamment aux chutes de neige qui ont bloqué les routes et rendu impossible l'approvisionnement des marchés et des magasins. Devant les étals des commerçants, peu de gens s'arrêtent. Selon une ménagère, «ces quelques gouttes de pluie vont donc nous priver de nourriture». Les fruits et légumes étaient intouchables hier au niveau des marchés de la capitale. Les prix ont atteint des niveaux jamais égalés ces dernières années. «On savait que les prix allaient être revus à la hausse à cause des intempéries



mais jamais à ce point», s'indigne une mère de famille. Les marchés qui tentent de rendre disponibles certains produits alimentaires de première nécessité étalent la marchandise à des prix exorbitants. Rien ne semble arrêter la flambée généralisée des prix des produits de large consommation, notamment les fruits et légumes. Les prix affichés sur les étals varient selon la qualité des produits, allant du meilleur au moins bon quand il ne s'agit pas tout simplement de

mauvaise qualité, c'est du moins ce que nous avons constaté, hier, lors d'une virée au niveau de quelques marchés de la capitale. C'est le cas de la pomme terre, ce tubercule est affiché entre 70 et 90 DA/kg sur les étals. Quant à la courgette et la carotte, elles sont toujours vendues entre 120 et 140 DA/kg. La tomate ne descend pas sous la barre des 180 DA/kg et la laitue est cédée à 150 DA. La même fourchette des prix est mainte-

ambulants. Leurs prix ne diffèrent pas de ceux affichés sur les ardoises exposées dans les marchés. Le citron dont le prix est maintenu entre 180 et 200 DA/kg est devenu ainsi un produit de luxe. L'oignon, incontournable légume pour les ménagères, est proposé à 70 DA/kg alors qu'il était cédé à 40 DA/kg il y a quelques jours. Pour ce qui est des fruits, il faut dire que cette année le marché enregistre une large disponibilité mais les prix restent élevés et hors de portée

pour la majorité des ménages. Ainsi, la banane est cédée entre 480 et 500 DA le kg, les mandarines à 250 DA, les oranges entre 150 et 200 DA. «Les commerçants profitent de ces occasions pour augmenter les prix c'est connu», nous lance un citoyen. Approché, un père de famille dira : «Quand le citoyen va au marché, il reste stupéfait. Comment un simple fonctionnaire peut vivre ou nourrir ses enfants ?» Selon lui, «cette situation est due à l'absence de contrôle. On apprend par-ci par-là que l'Etat a mis en place des cellules de lutte contre la fraude, mais la réalité est qu'il n'y a pas de suivi sur le terrain puisque les commerçants n'en font qu'à leur tête». Une autre citoyenne témoigne : «La situation est déplorable, car on est en train de survivre et l'Etat ne fait rien pour y remédier». Un des vendeurs nous a affirmé que tout se passait au marché de gros. Les maraîchers cèdent leurs marchandises à des prix bas mais les grossistes s'arrangent toujours pour faire flamber les prix. Notre interlocuteur nous a expliqué qu'il a eu du mal à acheter la pomme de terre au marché de gros et il n'a pu l'acquérir qu'au prix de 60 DA le kilo accablant l'absence de toute surveillance de la part du ministère du Commerce. Les citoyens espèrent que les services concernés relevant de la direction du commerce effectueront un contrôle rigoureux des prix qui ont dépassé le pouvoir d'achat du simple citoyen.

M. B.

## Un plan national d'intervention spécial intempéries déclenché

### Neige, routes bloquées et villages isolés

Suite aux innombrables désagréments causés par les incessantes chutes de neige ayant couvert pratiquement tout le nord du pays, vu l'importance des dégâts provoqués comme les routes coupées et villages totalement isolés, les autorités ont déclenché un plan national d'intervention spécial intempéries en vue d'apporter le maximum d'aide et de soutien à la population. Coupures d'électricité, isolement total de beaucoup de localités dans les régions enclavées, routes bloquées, bouchons sans fin, nette augmentation des accidents de la route liés au mauvais temps, inhalations au gaz, les dégâts ne se comptent pas face à cette déferlante vague de froid et d'intempéries qui s'est abattue sur le pays au cours de ces dernières heures. Pour assister les citoyens notamment, dans des régions éloignées, où même les denrées alimentaires commencent à se faire rares, un plan national d'intervention spécial intempéries a été déclenché par les autorités publiques dès l'entrée en vigueur du premier bulletin météorologique spécial (BMS). Celui-ci a pour priorité la réouverture dans un premier temps des axes routiers coupés par la neige, a indiqué mardi le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales dans un communiqué. Toujours d'après la même source, ce plan, conduit par une cellule de crise mise en place au siège du ministère de l'Intérieur et des Collectivités

locales, a permis l'enclenchement des mesures préventives et les dispositifs d'alerte dans toutes les wilayas concernées. L'ensemble des services de sécurité ainsi que ceux de la Protection civile ont été mobilisés, à cet effet, pour apporter leur assistance aux citoyens à travers l'ensemble des localités touchées, notamment celles ayant connu de fortes chutes de neige. Les walis ont été également chargés de superviser l'activité opérationnelle pour assurer la diligence dans les interventions et assurer l'approvisionnement régulier des populations des localités éloignées en produits énergétiques et en produits alimentaires. A ce propos, il est à rappeler que, compte tenu des précipitations pluviales et des chutes de neige enregistrées, un peu partout dans les villes du nord du pays durant la période du 15 au 17 janvier, d'importantes perturbations ont été signalées dans les wilayas concernées.

Le désarroi de la population n'a pas manqué de se faire sentir face à l'hiver rude qui vient de s'installer brutalement. L'acheminement en gaz pour se réchauffer ou même les opérations de ravitaillement en produits alimentaires dans les endroits enclavés n'a pas été facile aussi. Sur ce point, il aurait fallu l'intervention de l'armée pour désenclaver ces patelins. A Khenchela, par exemple, les détachements de l'Armée nationale populaire

(ANP) ont mobilisé tous les moyens matériels pour désenclaver les habitants des régions touchées par les chutes abondantes de neige, ont affirmé les services de la wilaya. D'importants moyens logistiques ont été mis à contribution par l'ANP pour la réouverture des routes coupées et la distribution des denrées alimentaires, couvertures aux habitants de la région Est de la wilaya. Mêmes interventions d'urgence par les différents services de sécurité dans plusieurs wilayas touchées par ces fortes précipitations de neige.

L'amoncellement de la neige a entraîné pour rappel la coupure de plusieurs axes routiers au niveau des wilayas de Blida, Tizi-Ouzou, Bouira, Tébessa, Constantine, Sétif, Bordj Bou-Argeridj et Béjaïa.

Cette situation a ainsi engendré de nombreuses perturbations, suscitant le débordement général que ce soit du côté des citoyens que de la part des services d'intervention, qui eux aussi sont dépassés par les événements. Une situation qui risque de perdurer, puisque la météo algérienne prévoit encore une autre vague de froid d'ici à demain. Cette dernière est attendue à partir de demain sur les régions du Nord de l'Algérie, selon les prévisions de l'Office national de la météorologie (ONM), rapportées par certains médias. L'ONM devrait émettre un nouveau Bulletin Météo Spécial (BMS)

dans les prochaines heures, a ajouté la même source.

### Zones à haut risque d'enclavement par les intempéries : près de 60 régions identifiées

Une soixantaine de régions ont été identifiées à travers le pays comme étant des zones à haut risque d'enclavement en raison des perturbations atmosphériques et leur approvisionnement en gaz butane sera facilité, a annoncé avant-hier à El Mayenne Aïn Defla, le P-DG de Naftal, Mohamed Rizou. «Des dispositions ont été prises en vue de mettre en place un stock stratégique au profit des APC», a précisé M. Rizou qui supervisait l'opération de distribution de gaz butane dans certains endroits enclavés de la wilaya, signalant que ces stocks ne seront touchés qu'en cas de coupures de routes à la suite de chute de neige. Des micro-centres enfûteurs mobiles, d'une capacité de 1 000 bouteilles/jour chacun ont également été mis en place pour alimenter la population dans l'attente de la réouverture des routes, a ajouté le même responsable. Pas moins de 1,5 million de bouteilles de gaz butane ont été mises sur le marché national durant les dernières 48 heures pour faire face à la demande induite par les perturbations climatiques, a-t-il assuré.

Yacine Djadel

Les rabais sont là jusqu'au 28 février

# Les soldes attirent beaucoup d'Algériens

■ C'est parti pour les soldes d'hiver ! A l'occasion, chaque commerçant s'organise à sa manière. Alors que certains affichent des remises allant jusqu'à 70%, d'autres n'ont toujours pas commencé les réductions.

Par Louiza Ait Ramdane

Pour les adeptes des soldes, c'est l'occasion à ne pas rater. Les offres alléchantes sur les vitrines annonçant des démarques allant de 20% à 70% feront sans doute plaisir à cette catégorie souvent en quête des bonnes affaires. Hier, au premier jour, les commerçants étaient nombreux à s'être lancés dans la course aux remises et aux bonnes affaires. Certaines boutiques n'arrivent même pas à contenir la clientèle, notamment les magasins de vêtements de sport. D'ailleurs, ces magasins font l'effort d'augmenter leurs effectifs à l'occasion pour maîtriser tout ce bon monde. Malgré cette affluence, certains ne sont pas satisfaits des remises. Les réductions les plus importantes portent beaucoup plus sur les vêtements d'été ou encore les tailles et les pointures pour les chausseurs qui font souvent défaut. Pour d'autres magasins, il y a d'abord les anciens prix qui ne sont pas affichés, rendant impossible à dénicher la bonne affaire. La majorité des clients s'accordent à dire que «les soldes, c'est à l'étranger pas en Algérie». Toujours à Alger-Centre, certains commerces et petits centres commerciaux ne semblent pas concernés par cette opération. Certains évoquent comme prétexte l'épuisement des anciens stocks et l'arrivage de nouvelles collections qu'ils ne peuvent pas solder, d'autres vendeurs expliquent simplement ne



Ph. E. Sarayouf, A.

pas être intéressés par les soldes car, selon eux, cela ne concerne que les grandes marques spécialisées dans le sport.

## Près de 60 autorisations accordées aux commerçants

Selon le représentant de la direction du commerce de la wilaya d'Alger, Dehar Layachi, une soixantaine d'autorisations ont été accordées à plus de 155 locaux commerciaux au niveau d'Alger. M. Dehar déclare que la direction du commerce de la wilaya d'Alger a reçu, jusqu'au 15 janvier, 96 dossiers de demande d'autorisation à participer à cette démarque, ajoutant que 57

autorisations ont été accordées à 155 locaux commerciaux et 6 autres ont été attribuées à 9 locaux pour la vente promotionnelle.

Il précise que conformément à la décision de la wilaya du 22 novembre 2016 relative aux soldes d'hiver et d'été 2017, la période des soldes d'hiver a été fixée du 18 janvier 2017 à 8h au 28 février 2017 à 20h, alors que la période des soldes d'été débutera le 21 juillet 2017 à 8h et se prolongera jusqu'au 31 août 2017 à 20 h.

Le même responsable rappelle que le dépôt des dossiers pour les commerçants intéressés par cette opération sera valide jusqu'à la fin de la période fixée

conformément aux lois et règlements en vigueur. M. Dehar indique également que l'opération s'effectue en application des dispositions du décret exécutif du 18 juin 2006 fixant les conditions et les modalités de vente au rabais. La décision prévoit aussi des dispositions claires concernant les peines infligées aux commerçants contrevenants si ces derniers sont interceptés par les agents de contrôle et de la répression des fraudes de la direction du commerce. Selon la même source, les soldes concernent les articles achetés par le commerçant depuis au moins trois mois et non les nouveaux articles, soulignant que les soldes ne sont pas obligatoires pour le commerçant, c'est un choix.

L'objectif est d'offrir, dit-il, aux commerçants l'occasion de promouvoir leurs activités et aux consommateurs d'acquiescer des produits à bas prix. M. Dehar ajoute que les démarques arrangent les faibles revenus et créent de la concurrence entre les commerçants qui doivent épuiser leurs stocks de marchandises pour de nouvelles collections. Il a tenu à rappeler que le commerçant contrevenant au règlement et coupable de dépassements sera immédiatement mis en demeure. Si l'infraction se répète, un procès-verbal sera établi contre le concerné pour publicité mensongère conformément à la loi 04/02 du 23 juin 2004, fixant les règles applicables aux pratiques commerciales.

L. A. R.

## LA QUESTION DU JOUR

### L'avance insuffisante de Manuel Valls

suite de la page Une

Quel qu'il soit cependant, il ne sera pas le seul candidat à briguer les voix de gauche, à moins bien sûr que Luc Mélenchon ne se désiste pour lui, ou que lui-même consente à s'effacer devant ce dernier, cela sans même parler de la candidature d'Emmanuel Macron, si tant est que celui-ci appartienne au même grand courant politique, ni des candidats d'extrême gauche. Tel que cela s'annonce, la gauche entrera dans la campagne présidentielle en rangs dispersés, avec une conséquence prévisible : son absence au deuxième tour de l'élection, comme en 2002. En principe, son élimination dès le premier tour devrait non seulement augmenter les chances du candidat de la droite classique, en l'occurrence François Fillon, mais lui donner une victoire quasi certaine devant la candidate de l'extrême droite, Marine Le Pen, de même que l'élimination de Lionel Jospin en 2002 avait largement fait élire Jacques Chirac devant Jean-Marie Le Pen. Mais ce scénario suppose que les lignes de clivage soient restées les mêmes qu'en 2002, ou du moins n'aient pas bougé de beaucoup, que l'opinion politique en France soit restée stable, ou alors n'ait évolué qu'à la marge. Ce n'est pas à une conclusion de ce genre qu'on aboutirait en s'en tenant à la droitisation du discours politique en France, qui en effet est allé s'accroissant depuis ce tournant de 2002. Il y a aujourd'hui moins de distance à tous égards entre Fillon et Le Pen qu'entre Chirac et Le Pen père. On sait par exemple que si au lieu du candidat de droite, c'est le candidat de la gauche classique qui devait affronter la candidate d'extrême droite au deuxième tour, celui-ci n'aurait pas beaucoup de chance d'être élu. En effet, ce qu'on appelle le front républicain ne joue à coup sûr qu'en faveur du candidat de droite, conformément d'ailleurs au scénario de 2002. Pour mesurer le chemin parcouru avec peut-être plus d'exactitude, il suffit de s'aviser de ce qu'en 2002, l'arrivée de Jean-Marie Le Pen a pris tout le monde de court, alors qu'en 2017, celle de sa fille va pour ainsi dire de soi. Ce qui serait étonnant, c'est qu'elle n'y soit pas, ce n'est pas qu'elle y soit. Quand il n'y aurait que cet aspect à prendre en compte en vue de la présidentielle de mai prochain, il serait encore de fort mauvais augure.

M. L.

M. H.

## Bakhti Belaib suit un traitement médical Bouteflika charge Tebboune de l'intérim du ministère du Commerce

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelaziz Bouteflika, a chargé hier le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, d'assurer l'intérim du ministère du Commerce durant l'absence de Bakhti Belaib, qui suit un traitement médical, indique la Présidence de la République dans un communiqué. «Son Excellence M. Abdelaziz Bouteflika, président de la République, a chargé, ce jour, M. Abdelmadjid Tebboune, ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, de l'intérim du ministère du Commerce durant l'absence de M. Bakhti Belaib, qui suit un traitement médical», précise la même source.

K. L.

## Selon un rapport rendu public hier La production de pétrole de l'Opep chute mais pas assez

La production de pétrole de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a chuté en décembre, mais reste bien au-dessus des niveaux prévus par l'accord du 30 novembre, en vue de faire

remonter les prix, a annoncé cette organisation dans son rapport rendu public mercredi. La production totale de brut de l'Opep a chuté de 221 000 barils par jour à 33,1 millions de barils par jour (mbj) par rapport à

novembre, selon le rapport de décembre. Les membres de l'Opep étaient parvenus le 30 novembre à s'entendre sur une baisse de leur propre production, avec pour objectif de réduire cette production globale à 32,5 millions de barils par jour, au 1er janvier. L'Algérie, l'Arabie saoudite, l'Equateur, le Gabon, la Nigeria, le Qatar, les Emirats arabes unis, et le Venezuela ont réduit leur production. Toutefois dans le même temps, l'Irak, deuxième plus gros producteur de l'Opep, a augmenté sa production de 43 000 barils par jour à 4,6 millions de barils par jour (mbj), de même que l'Iran qui a enregistré une hausse de 10 000 barils par jour à 3,7 mbj et le Koweït une augmentation de 2 000 barils par jour à 2,8 mbj. Selon les termes de cet accord, qui vise à réduire une offre mondiale surabondante, l'Arabie saoudite doit faire baisser sa production de brut à 10,1 mbj, l'Irak à 4,4 mbj, le Koweït à 2,7 mbj et les Emirats arabes unis à 2,9 mbj.

L. O.

## Habitat Gel de l'agrément de près de 1 000 promoteurs immobiliers

LE MINISTÈRE de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a annoncé mardi le gel de l'agrément, pour une durée de six mois, de 999 promoteurs immobiliers car non inscrits sur le tableau national des promoteurs immobiliers et non affiliés au Fonds de garantie et de caution mutuelle de la promotion immobilière (FGC MPI). La décision s'inscrit dans le cadre de l'application des lois régissant la profession de promoteur immobilier en vue de garantir la protection des droits de toutes les parties concernées par les projets réalisés par ces promoteurs immobiliers, a indiqué un communiqué du ministère. En cas de non régularisation de leur situation au niveau du FGC MPI et du tableau national des promoteurs immobiliers dans un délai supplémentaire de trois mois, l'agrément sera retiré définitivement aux concernés, précise la même source. Selon la loi sur la promotion immobilière promulguée en 2011, «nul ne peut prétendre de la qualité de promoteur immobilier ni exercer cette activité s'il n'est pas titulaire d'un agrément et n'est pas inscrit sur le tableau national des promoteurs immobiliers». La loi en question oblige les opérateurs d'adhérer au Fonds de garantie et de caution mutuelle de la promotion immobilière.

Réunion dimanche de la Haute instance des élections

# Les préparatifs pour les législatives s'accroissent

■ En attendant la convocation du corps électoral dans les prochains jours, les préparatifs pour les échéances législatives s'accroissent.

Par Nacera C.

**A** lors que les partis politiques ont entamé le choix des candidatures, donc les listes électorales, comme c'est le cas du FLN, d'autres se sont déjà lancés dans la campagne électorale pour les prochaines législatives et les organismes officiels passent aussi à l'étape de la préparation. Présidée par Abdelwahab Derbal et avec une composante de 410 membres, la première réunion de la Haute instance indépendante de surveillance des élections aura lieu dimanche prochain au Palais des Nations. Il s'agit de la première réunion d'installation de cette instance créée en application de la dernière révision du texte fondamental de la République. La réunion de dimanche prochain verra «la mise en place du règlement intérieur de la Haute instance», selon de précédentes explications de M. Derbal au quotidien *El Moudjahid*. Un règlement qui ne sera pas loin des dispositions constitutionnelles et de la loi organique relative à la création de cette instance. Publiée dans le numéro 50 du *Journal officiel*, le code électoral stipule que «l'obligation pour la HIISE d'établir son règlement intérieur qui fera l'objet, lui aussi, d'une publication au *Journal officiel*». Il sera question



Abdelwahab Derbal, président de l'Instance indépendante de surveillance des élections

aussi lors de cette première réunion, «de définir la mission de chacun des membres de la HIISE» et de «s'atteler à établir un plan d'action pour que la Haute instance soit représentée à travers ses délégués de l'ensemble des wilayas». Instaurée par le président de la République dans le cadre de la révision constitutionnelle, celle-ci sera opérationnelle au lendemain de la convocation du corps électoral pour les prochaines législatives. Ainsi, il est attendu la convocation dans les prochains jours du corps électoral, sachant que les élections législatives

devraient avoir lieu le 25 avril prochain. Sur ce point, le ministre de l'Intérieur, Noureddine Bedoui, avait déclaré que la fixation de la date des élections est une prérogative du président de la République. La loi organique portant régime électoral stipule que «le corps électoral est convoqué par voie de décret présidentiel trois mois avant la date fixée pour la tenue des élections». Bedoui avait réuni au début de l'année en cours les cadres de son département ministériel dans le cadre d'une rencontre d'évaluation et de perspectives. Lors de cette

réunion, il a mis en exergue l'importance des prochaines élections. Le ministre de l'Intérieur est depuis quelques jours en tournée dans plusieurs wilayas du pays où il a inspecté des projets locaux mais aussi rencontré les représentants de la société civile et les responsables locaux, dont les walis, qui sont aussi chargés de la préparation des prochaines élections. Bedoui avait affirmé, à plusieurs occasions, que la question de participation aux prochaines élections est une responsabilité des partis politiques et non de l'administration.

Il est à rappeler que le Président Bouteflika avait signé des décrets portant nomination des membres de la Haute instance indépendante de surveillance des élections (HIISE). Il s'agit de la nomination de «205 magistrats proposés par le Conseil supérieur de la magistrature» et «205 compétences indépendantes choisies parmi la société civile, conformément aux dispositions de la loi organique n°16-11 du 25 août 2016» relative à HIISE.

Il est à noter que les «compétences indépendantes» qui composent cette instance ont été proposées par un «comité ad hoc, institué par ladite loi, et présidé par le président du Conseil national économique et social».

Une sélection qui se fait en tenant compte de la représentation de la société civile à travers l'ensemble des wilayas ainsi que de la communauté nationale à l'étranger. Ces compétences ne sont ni des élus ni des membres de partis politiques, ni des titulaires de fonctions supérieures de l'Etat. Bien avant, le Président Bouteflika avait désigné, après consultations des partis politiques agréés, Abdelwahab Derbal à la tête de cette instance, le mois de novembre 2016. L'opposition avait critiqué tout le processus et refusé de donner son avis sur la personne de M. Derbal. La Haute instance de surveillance des élections, créée conformément à l'article 194 de la Constitution, «veille à la transparence et à la probité des élections présidentielles, législatives et locales et du référendum, depuis la convocation du corps électoral jusqu'à la proclamation des résultats provisoires du scrutin».

N. C.

## Questions politiques et sécuritaires

### Réunion à Paris de la 2<sup>e</sup> session du Dialogue algéro-français

**L**a deuxième session du Dialogue stratégique algéro-français sur les questions politiques et sécuritaires se tient depuis hier à Paris, sous la coprésidence du ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel. M. Messahel, à la tête d'une importante délégation, devait avoir hier après-midi des entretiens avec le ministre français des Affaires étrangères et du Développement international, Jean Marc Ayrault. La première session de cette réunion de consultation entre les deux pays, rappelle-t-on, co-présidée par Abdelkader Messahel et l'ex-coordonnateur national du renseignement auprès de la présidence de la République française, Didier Le Bret, s'est déroulée le 30 mai dernier à Alger. Ce dialogue entre l'Algérie et la France s'inscrit dans le cadre des consultations bilatérales de haut niveau instituées entre l'Algérie et la

France. Au cours des travaux d'hier, qui se sont déroulés à huis clos, les deux délégations ont procédé à «un échange de vues sur les expériences dans le domaine de la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme dans les deux pays», a indiqué un communiqué du ministère

des Affaires étrangères. Elles aborderont, au cours de cette session, les questions sécuritaires régionales et internationales d'intérêt commun, notamment celles liées aux développements de la situation en Libye, au Mali, en Syrie et au Sahel. La délégation algérienne

comprend des représentants des ministères des Affaires étrangères, de la Défense nationale et de l'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), de l'Intérieur et des Collectivités locales, de la Justice, de la Poste et des Technologies de l'information et

de la communication. Du côté français, aucune information n'a filtré sur cette rencontre ni sur l'ordre du jour. La délégation française est présidée par le Coordonnateur national du renseignement, Yann Jounot, nommé à ce poste en août dernier.

K. L.

## Signature d'une convention avec la BNA

### Installation au métro des terminaux de paiement électronique

**L**a Banque nationale d'Algérie (BNA) et l'Entreprise métro d'Alger (EMA) ont signé, hier, une convention pour l'installation de terminaux de paiement électronique (TPE) permettant aux usagers du métro, tramway et téléphérique de payer leurs tickets avec des cartes interbancaires (CIB). Cette convention a été paraphée par le P-dg de la BNA, Achour Abboud, et son homologue de l'EMA, Aomar Hadbi. Ces TPE seront implantés au niveau de tous les points de vente et agences du métro, tramway et téléphérique implantés à travers l'ensemble du territoire national, offrant la possibilité aux usagers de ces modes de transport de payer leurs cartes d'abonnement ou leurs tickets

en utilisant leurs CIB, a-t-on expliqué lors de la cérémonie de signature. Ce nouveau dispositif concernera, dans une première phase, la wilaya d'Alger avant d'être élargi à Constantine, Ouargla, Oran, Sidi Bel-Abbès et Sétif. Les installations de ces appareils sont actuellement en cours au niveau des stations du tramway d'Alger, alors que celles prévues pour le métro seront lancées au cours de la semaine prochaine. Par ailleurs, les deux parties entendent élargir prochainement ce partenariat au paiement électronique par Internet. Intervenant lors de cette cérémonie, le P-dg de la BNA a mis en exergue l'engagement de cette banque publique, à travers cette convention, à contri-

buer dans la résolution du problème du manque de liquidités, ajoutant que l'augmentation progressive des porteurs de CIB facilitera, par ricochet, l'achat des titres de voyage par les usagers de ces moyens de transport urbain. Par ailleurs, interrogé sur l'arrêt fréquent de fonctionnement du tramway, M. Hadbi a considéré que cela relevait de la responsabilité des autorités locales à qui échoit la mission d'entretenir les routes et les réseaux d'assainissement. Pour ce qui concerne les téléphériques, le même responsable a expliqué que les décisions d'arrêt répondaient aux normes de sécurité en cas de vents violents et de fortes pluies.

O. N.

## Commerce

## Hausse générale des prix des produits alimentaires

■ Les prix au détail de la majorité des produits alimentaires ont connu une hausse sensible en décembre dernier par rapport au même mois de 2015, tandis que des différences de prix demeurent significatives entre les régions du pays, a appris l'APS auprès du ministère du Commerce.

Par Salem K.

Pour les produits d'épicerie, les prix moyens à consommer se sont envolés, entre les deux périodes de comparaison, pour le lait en poudre infantile (+9,8%), la levure sèche (+8,9%), les pâtes alimentaires (+8%), le concentré de tomate (+6,7%), le café (+6,7%), la farine conditionnée (+6,3%), le thé (+6,1%), le riz (+5,7%), le sucre blanc (+3,5%), les huiles alimentaires (+1%) et la semoule ordinaire (+0,3%). Par contre, le lait en poudre adultes a enregistré une légère baisse de 0,3%. Concernant les légumes secs, une flambée a caractérisé le prix des pois chiches (+63%), alors que celui des haricots secs a grimpé de 6,6% et des lentilles de 5,3%. Pour les légumes frais, à l'exception du prix de l'oignon sec qui a fortement baissé (-37%), ceux des autres produits ont augmenté tels l'ail importé (+30,2%), la tomate fraîche (+18,5%), la pomme de terre (+2%) et l'ail local sec (+1,2%). S'agissant des viandes, les prix moyens à la consommation ont

baissé à l'exception de celui de la viande bovine congelée qui a enregistré une hausse de 2,8%. Pour les viandes locales, les prix moyens ont diminué pour la viande ovine (-1,5%) et le poulet éviscéré (-4,2%). Quant aux oeufs, leur prix moyen a nettement augmenté avec une hausse de 36,4% en décembre 2016 par rapport au même mois 2015.

### Des différences de prix notables entre les régions du pays

Par ailleurs, il est toujours constaté des disparités de prix substantielles entre les régions du pays pour des produits alimentaires, qui s'expliquent essentiellement par les habitudes alimentaires d'une région pour certaines denrées, les frais de transport pour les wilayas éloignées et la spécialité agricole d'une région pour ce qui concerne les légumes et fruits ainsi que les viandes. Ainsi, le prix moyen de la pomme de terre était, en décembre 2016, de 44 DA/kg dans la région de Blida contre 57 DA à Ouargla et à Bechar (différence de l'ordre de



13 DA), alors que l'ail local coûtait 459 DA/kg sur les étals de Bechar contre 634 DA à Alger (différence de 175 DA). Idem pour les haricots verts qui valaient 126 DA/kg dans la région de Blida contre 190 DA à Oran (différence de 64 DA), tandis que la carotte se vendait à 54 DA à Sétif et à Saïda contre 78 DA à Ouargla (différence de plus

de 20 DA), l'oignon était cédé à 40 DA/kg à Saïda contre 54 DA à Ouargla (différence de 14 DA). Le kilogramme de pommes locales était cédé à 156 DA à Blida contre 290 DA à Oran (différence de plus de 130 DA). Les dattes ont été cédées à 331 DA/Kg à Ouargla contre 544 DA à Sétif (une différence de 213 DA). Concernant les produits

d'épicerie, le prix moyen du lait en poudre infantile était à 407 DA à Oran et à 490 DA à Sétif (différence de plus de 80 DA). Même tendance pour le prix de la farine conditionnée qui est moins chère à Oran avec 42 DA/kg contre 59 DA à Annaba (différence de 17 DA). Le riz est cédé à 87 DA à Alger contre 101 DA à Annaba (une différence de 14 DA). Le concentré de tomate se vendait à 160 DA à Oran contre 216 DA à Ouargla (une différence de 56 DA). Très prisé dans le sud du pays, le thé était vendu durant le mois de décembre dernier à 414 DA/kg à Oran contre 901 DA à Ouargla (une différence de près de 490 DA). S'agissant des viandes, il est observé qu'elles sont moins chères dans la région de Batna: le kilogramme de viande ovine locale s'y vendait à 1.236 DA/kg contre 1.443 DA à Alger (différence de 207 DA), alors que la viande bovine locale y était cédée à 874 DA/kg à Batna contre 1.238 DA à Oran (différence de 364 DA), le poulet éviscéré s'y vendait à 301 DA contre 385 DA à Bechar (une différence de 84 DA). S. K./APS

## Indicateur

## Le tourisme mondial en hausse de près de 4%

Le nombre de touristes a progressé de 4% au niveau mondial en 2016, atteignant 1,2 milliard de visiteurs, grâce à la croissance du nombre de voyageurs provenant d'Asie (+8%), a annoncé mardi l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). L'Europe reste la région du monde la plus visitée, avec 620 millions de touristes, mais le nombre de visiteurs y a moins progressé (+2%) que l'année précédente en raison des craintes liées à la sécurité dans certains pays. En revanche, le nombre de touristes recule de 4% au Moyen-Orient, selon des données encore partielles qui doivent être prises avec précaution, a précisé l'OMT, agence

des Nations unies basée à Madrid. Quelque 46 millions de touristes supplémentaires ont voyagé à travers le monde en 2016, soit la septième année de croissance depuis 2009, après la crise financière mondiale. La hausse du nombre de touristes asiatiques provient à la fois de visites à l'intérieur de la région Asie-Pacifique et à l'extérieur, explique l'OMT. L'Asie-Pacifique est la 2<sup>e</sup> région mondiale à accueillir des touristes, avec 303 millions de personnes l'an dernier. Les arrivées en Europe du Nord et Europe centrale sont en nette hausse (+6% et +4%), alors qu'en Europe du Sud méditerranéenne la croissance n'est que de 1% et qu'elle stagne

en Europe de l'Ouest. Les Amériques ont enregistré une croissance de 4% du nombre de touristes, dans la moyenne mondiale. L'Amérique du Sud et centrale enregistrent la progression

la plus nette (+6%). L'Afrique rebondit après une forte chute en 2015, et enregistre une hausse de 8% du nombre de visiteurs. Mais comme pour le Moyen-Orient, les données ne

sont pas complètes pour cette région. En 2017, le tourisme mondial devrait continuer à croître de 3 à 4%, estime l'OMT.

L. M.

## Economie mondiale

## L'ONU table sur une reprise modeste en 2017 et 2018

L'économie mondiale devrait connaître une reprise modeste en 2017 et 2018, caractérisée par des investissements limités et un commerce en berne, selon un nouveau rapport des Nations Unies publié mardi. L'économie mondiale a enregistré une croissance de 2,2% seulement en 2016, soit le taux de croissance le plus bas depuis la grande récession de 2009 et devrait croître de 2,7% en 2017 et de 2,9% en 2018, ce qui représente une légère baisse par rapport aux prévisions du mois de mai dernier, précise l'ONU dans son rapport 2017 sur les perspectives de l'économie mondiale. Selon ce rapport, présenté mardi à New York, la légère amélioration attendue en 2017 et 2018 laisse davantage présager une stabilisation de l'économie qu'une reprise soutenue et robuste de la demande mondiale. Cependant, les économies exportatrices de matières premières sont susceptibles d'expérimenter une certaine reprise de leur croissance en raison de la remontée des prix des matières

premières. L'ONU relève que les pays en développement continuent d'être les principaux moteurs de la croissance mondiale, avec une contribution de plus de 60% à la croissance du produit mondial brut pour la période 2016-2018. Grâce à une demande intérieure forte et à des politiques macroéconomiques favorables, l'Asie du Sud et de l'Est demeurent les régions les plus dynamiques du monde. Le document de l'ONU prévoit une légère amélioration de la croissance des pays développés en 2017, même si l'activité économique continue d'être frappée de plein fouet par le faible niveau d'investissements et les incertitudes en matière de politique générale. Dans les pays les moins avancés, la croissance du PIB devrait demeurer largement en deçà du seuil de 7% fixé dans les objectifs de développement durable. Le rapport précise qu'au regard de la trajectoire actuelle de la croissance, et en supposant que les inégalités de revenus ne connaissent aucun déclin, près de 35% de la population des

pays les moins avancés sont susceptibles de demeurer dans une pauvreté extrême d'ici à 2030. L'ONU identifie, par ailleurs, le faible niveau d'investissements prolongé comme une cause principale du ralentissement de la croissance mondiale. De nombreux pays ont enregistré durant ces dernières années une baisse des investissements publics et privés, en particulier dans le domaine de l'industrie pétrolière et extractive. Dans les pays exportateurs de matières premières, les gouvernements ont limité les investissements publics dans le domaine des infrastructures et des services sociaux, en réponse à des pertes drastiques des revenus. Le Secrétaire général adjoint de l'ONU chargé du développement économique, Lenni Montiel, a souligné, lors de la présentation de ce rapport, la nécessité de redoubler d'efforts pour rendre à nouveau la croissance économique mondiale plus robuste et créer un environnement économique international propice au développement durable. Hafid Ch.

## Prix

## Le pétrole termine à près de 56 dollars

LES COURS du pétrole se stabilisaient mardi en fin d'échanges européens, les marchés restant prudent alors que la production américaine augmente. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars valait 55,90 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 4 cents par rapport à la clôture de lundi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de février gagnait 36 cents à 52,73 dollars par rapport à la clôture de vendredi, le marché américain étant resté fermé lundi en raison d'un jour férié aux Etats-Unis. Mais la hausse des prix, que l'annonce de réduire par certains pays producteurs leur production durant les six premiers mois de 2017 a entraîné, favorise également les producteurs américains, qui ne se sont pas engagés, et dont les extractions plus coûteuses de pétrole de schiste sont à nouveau devenues rentables. «La production américaine atteint 9 millions de barils par jour, alors qu'elle était redescendue à 8,5 millions en juin dernier. Elle s'approche de ses niveaux de 2014», quand la surabondance de l'offre avait fait plonger les prix, ont prévenu les analystes. R. E.

## Tramway de Mostaganem

## Un délai de trois mois pour relancer le projet

■ «Nous avons accordé au groupement un délai de grâce de trois mois pour la redynamisation du chantier, faute de quoi des mesures réglementaires seront appliquées», a déclaré M. Hadbi à la presse à l'issue d'une réunion avec des responsables de ce groupement composé des sociétés Isolux et Corsan Corviam (Espagne) ainsi que la compagnie française (Alstom).

Par Inès D.

Un délai de grâce de trois mois a été accordé au groupement hispano-français chargé de réaliser le projet de tramway de Mostaganem, dont la réception était prévue durant ce mois, alors que le taux actuel d'avancement des travaux n'a pas dépassé 50%, a annoncé mardi le P-DG de l'Entreprise du métro d'Alger (EMA) Aomer Hadbi.

«Nous avons accordé au groupement un délai de grâce de trois mois pour la redynamisation du chantier, faute de quoi des mesures réglementaires seront appliquées», a déclaré M. Hadbi à la presse à l'issue d'une réunion avec des responsables de ce groupement composé des sociétés Isolux et Corsan Corviam (Espagne) ainsi que la compagnie française (Alstom).

«Les travaux (de réalisation) doivent démarrer dès la semaine prochaine. Au bout de trois mois, le chantier doit être relancé à plein rendement», a insisté le PDG de l'EMA, maître d'ouvrage délégué du projet.

Lors de cette réunion tenue au siège du ministère des Travaux publics et des Transports à Alger, la partie algérienne, représentée notamment par des cadres du ministère des Transports et du wali de Mostaganem, n'a pas caché son mécontentement quant au rythme des travaux de réalisation menés par ce consortium.

«Malgré les engagements du groupement, la situation n'a pratiquement pas évolué dans le sens positif», a regretté, de son côté, le chef de cabinet du ministère des Transports, Mohamed Kebach.

«C'est pour cette raison que nous tenons aujourd'hui cette réunion comme dernier recours pour voir quelles sont les dispositions à prendre pour réactiver le projet avant que d'autres mesures ne soient prises», a-t-il ajouté.

«Pour nous, ce groupement est défaillant, jusqu'à preuve du contraire», a également affirmé ce responsable, tout en insistant sur la nécessité «de mettre fin à cette situation qui a trop duré».

Le représentant du chef de fil du groupement, à savoir la compagnie Isolux, a avancé que ce retard est dû aux «difficultés financières» vécues par sa compagnie en 2015 et 2016.

A cet effet, il s'est engagé de mobiliser un fonds de 10 millions d'euros d'ici le mois de février prochain pour financer la relance des travaux.

«Avec ces ressources, nous pourrions résoudre tous les problèmes financiers du projet», a-t-il promis. Mais pour le wali de Mostaganem, Abdelwahid Temmar, «il s'agit des mêmes paroles des dernières réunions» avec les représentants du groupement.

«Vous êtes venus le 29 septembre dernier pour présenter les mêmes excuses. Ce n'est plus possible de vous croire», a-



P.M. &gt; D.R.

t-il réagi aux engagements du représentant d'Isolux.

Le wali de Mostaganem a également déclaré qu'il ne restait plus «beaucoup de solutions». «Si vous n'êtes pas capables ou pas sûrs de pouvoir continuer, faites la résiliation», a-t-il suggéré.

Les travaux de réalisation du tramway de Mostaganem ont été lancés en août 2013 pour un coût total de 26,5 milliards da,

rappelle-t-on. Ce projet devait contribuer à la restructuration et l'embellissement de la ville en plus de la création d'un millier de postes d'emploi lors de sa réalisation et 500 autres permanents lors de sa phase d'exploitation.

Il s'étend sur une distance de 14,2 km et comprend 24 stations sur deux lignes dont la première devant relier la localité de «Salamandre» au pôle universitaire de Kharouba passant par le

centre-ville et les quartiers de Tijditt, Essalem et la faculté de médecine.

La deuxième ligne devrait relier l'ancienne gare routière de transport de voyageurs de la cité «5-Juillet», en passant par le quartier «Benyahia-Belkacem» sur deux kilomètres.

Dans le cadre de l'exploitation de cet important projet, il a été programmé notamment la réalisation d'un centre de maintenance, un bloc technico-administratif et un centre de maîtrise.

Ce moyen de transport, qui disposera de 25 wagons, permettra de desservir 5 000 voyageurs par heure, a-t-on expliqué.

I. D./APS

## El-Bayadh

## 40 projets avertisés par l'Agence de développement de l'investissement

Quarante projets d'investissement, dont un monté avec un partenaire étranger, ont été avertisés par l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), durant l'année 2016, dans la wilaya d'El-Bayadh, a-t-on appris mercredi du directeur du guichet unique décentralisé de cette agence.

Cumulant un volume d'investissement de 6,63 milliards DA, ces projets concernent des activités diverses dans les secteurs de l'Industrie (14 projets), les services (9), le tou-

risme (7), le bâtiment et travaux publics (5) et le transport (5), a précisé à l'APS, Abdelaziz Karim.

Appelés à générer ensemble quelque 309 emplois pour les jeunes de cette wilaya, ces projets sont localisés dans différentes communes, dont celle du chef lieu de wilaya (6 projets), Bougtob (5), Labiodh Sidi Cheikh (4), et le reste réparti entre celles d'El-Meharra, Brezina, Tesmouline, El-Benoud et El-Kerrakda, selon la même source. Le guichet unique décentralisé de l'ANDI à El-

Bayadh relève aussi une hausse du nombre de projets qu'il a soutenu et accompagné durant l'année écoulée, comparativement à l'année 2015 ou il n'a pas dépassé les 20 projets, a signalé son responsable.

Les projets soutenus par l'ANDI à El-Bayadh, depuis l'ouverture de son guichet unique décentralisé en juin 2011, a atteint le nombre de 154, pour un volume d'investissement global de 16,46 milliards DA, a-t-il fait savoir.

Houria F.

Oum El Bouaghi/Ain Kercha  
Décès de trois personnes asphyxiées au monoxyde de carbone

TROIS PERSONNES sont mortes mardi, asphyxiées au monoxyde de carbone dans la ville de Ain Kercha wilaya d'Oum El Bouaghi, a-t-on appris auprès de la Protection civile. Trois autres personnes résidant tous à la cité Habiba-Boughazi (Ain Kercha), inconnues par le monoxyde de carbone, ont été évacuées à l'hôpital de Ain Melila, précise la même source qui a relevé que leur état était «critique» sans donner plus de précisions. Les services de sécurité compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les causes de cet accident. H. Y.

## Dispositif de micro-crédit

## Près de 190 projets financés en 2016 à Adrar

Au moins 189 dossiers de postulants au micro-crédit ont été financés l'année dernière à travers la wilaya d'Adrar, par le biais du dispositif de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem), a-t-on appris mercredi auprès de cet organisme.

Ces projets figurent parmi 896 dossiers avertisés par la commission de qualification et

éligibles au financement, a précisé le directeur de l'antenne locale de l'Angem, Mehdi Meslem.

Quelque 144 de ces dossiers concernent l'acquisition de matières premières et sont généralement initiés par la femme au foyer, et les 45 autres portent sur la concrétisation de projets de jeunes, a-t-il ajouté. Ces projets ciblent des seg-

ments d'activités diverses répondant aux besoins du développement local, à l'instar des services, l'industrie, l'agriculture, l'artisanat et le bâtiment, et ont permis de générer 286 emplois, selon la même source.

Des rencontres d'information et des sessions de formation ont été initiées en direction des bénéficiaires du dispositif de l'Angem durant la même année,

au niveau des centres et instituts de la formation professionnelle.

L'antenne Angem d'Adrar a aussi mené une activité promotionnelle à travers sa participation aux différents salons et manifestations dédiés à l'emploi et au développement de l'entreprise, organisés à travers la wilaya.

Asma G.

Kobler au sujet du règlement de la crise en Libye

# 2017 devra être «une année de percée et de prise de décisions»

■ L'année 2017 devra être «une année décisive, celle de percée et de prise de décisions en Libye», a estimé, mardi, l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Libye, Martin Kobler, appelant la communauté internationale à rester unie pour soutenir ce pays et accélérer la mise en œuvre du processus politique.

Par Mondji T.

«**J'** ai fait recours à la volonté politique de la communauté internationale afin de mettre les édifices d'institutions sécuritaires, politiques et économiques solides en Libye», a déclaré M. Kobler, également chef de la Mission spéciale d'appui de l'ONU en Libye (Unsmil), cité par l'agence Chine nouvelle.

Le responsable onusien a expliqué que la percée politique signifie que le Gouvernement d'union nationale (GNA) doit être approuvé par la Chambre des représentants de la Libye, qui a retardé ou suspendu, à maintes reprises, le vote de confiance pour le gouvernement, désormais soutenu par les Nations unies.

D'après l'Envoyé spécial, «le Parlement devrait également adopter l'amendement de la constitution qui devra contenir l'accord politique libyen (APL)».

Il a reconnu avoir détecté «un certain manque de volonté politique» pour mettre sur les rails l'APL, signé en décembre 2015,

sous la houlette de l'ONU.

M. Kobler a, à la même occasion, promis de poursuivre ses efforts pour parvenir à rassembler toutes les parties qui «résistent encore à la réussite de l'accord politique libyen» autour de la même table.

«L'Est, l'Ouest et le Sud doivent être tous à bord (...) la Libye était laissée seule face à son sort après les événements de 2011...», a commenté l'envoyé spécial de l'ONU en Libye.

Abordant le volet sécuritaire, le diplomate allemand qui a servi en Irak et au RD Congo pour le compte de l'ONU, a soutenu que «la lutte contre le terrorisme doit



être conçue dans le cadre de la coopération et la cohésion internationales». «C'est seulement par cette cohésion qu'on pourrait éradiquer le terrorisme», a-t-il affirmé.

M. T.

Pour soutenir le processus politique en Libye

## Mogherini réaffirme à al Sarraj l'«engagement total» de l'UE

L'a cheff de la diplomatie de l'Union européenne (UE), Federica Mogherini, s'est entretenue mardi avec le président du Conseil présidentiel du Gouvernement d'entente nationale de Libye (GNA), Fayez al Sarraj, à qui elle a réaffirmé l'«engagement total» de l'UE à soutenir le processus politique dans le pays, a annoncé le Service d'action extérieure de l'Union. Lors de cet

entretien, M<sup>me</sup> Mogherini a réaffirmé l'«engagement total de l'UE à soutenir le processus politique et les priorités définies par la Libye dans un certain nombre de domaines, y compris la migration et le contrôle des frontières», précise le Service d'action extérieure de l'UE dans un communiqué. M<sup>me</sup> Mogherini et M. al Sarraj ont discuté de la situation politique et sécuritaire en Libye et du soutien que l'UE

fournit au GNA et au peuple libyen. Les deux responsables ont aussi passé en revue le contexte régional et les initiatives en rapport avec la situation dans le pays.

Federica Mogherini a invité Fayez al Sarraj à Bruxelles dans les prochaines semaines pour «continuer à travailler ensemble», conclut la même source.

M. T.

Affaire du navire Key Bay

## Le Front Polisario déposera plainte pour une application des décisions de la CJUE

Le Front Polisario déposera officiellement une plainte auprès des autorités européennes et françaises pour dénoncer l'embarquement illégal de l'huile de poisson par le navire européen Key Bay provenant d'El Aâyoune (ville occupée du Sahara occidental), a annoncé mardi le Front dans un communiqué.

Le Front Polisario «va, sous 48 heures, déposer plainte auprès de la Commission européenne et des autorités douanières en France afin que soit respecté le droit européen», a déclaré le sous-secrétaire aux Affaires étrangères et à la Coopération internationale de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Mhamed Khadad, cité dans le communiqué.

«Nous espérons le dialogue, mais nous sommes déterminés à faire appliquer l'arrêt de la Cour de justice», a ajouté M. Khadad, soulignant que le Polisario demande à la Commission européenne et aux autorités dou-

nières qu'«il soit dressé un procès-verbal de caractère illégal de cette exportation, et que la cargaison soit saisie conformément aux prescriptions du droit douanier européen».

Mhamed Khadad, également membre de la direction du Front Polisario, a rappelé, à cette occasion, que le Maroc est la puissance militaire occupante, soumise à la IV<sup>e</sup> convention de Genève, et n'a aucun droit à délivrer des autorisations d'exportations, soulignant que «cela concerne toutes les eaux relevant de la souveraineté sahraouie et toutes les embarcations portuaires depuis El Aâyoune (occupée)».

Ainsi, le Polisario, lit-on dans le même texte, suit avec «la plus grande attention» les conditions dans lesquelles le navire Key Bay, qui a embarqué de l'huile de poisson à El Aâyoune, sera amené à respecter le droit européen, tel qu'il a été rappelé par l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne le 21

décembre 2016, décision exécutoire qui doit être pleinement respectée.

«C'est grâce à l'action, sur place, de Pilar Alvarez, adjointe au maire de Las Palmas, et de Florent Marcellesi, parlementaire européen, que toutes les informations sont désormais disponibles pour une telle plainte», a fait savoir le Front Polisario dans son communiqué.

Le Key Bay a fait escale à Las Palmas (Espagne) pour faire le plein de fuel, et pendant ce bref laps de temps, la Guardia civile a pu prendre connaissance des documents permettant le transport. «Il en ressort que les autorisations ont été établies à El Aâyoune sous occupation marocaine, ce qui établit la violation du droit international», a constaté le Front Polisario.

Selon la feuille de route officiellement publiée, le Key Bay doit arriver à Fécamp, en France, en fin de cette semaine.

«Les autorités douanières françaises violeraient le droit

européen en admettant le débarquement de produits qui ne sont pas garantis par des certificats d'origine valable», a-t-on mis en garde, rappelant que le Maroc n'a pas de souveraineté à El Aâyoune occupée.

En effet, il y a eu la pêche des poissons dans les eaux sahraouies, puis leur transformation en huile, puis l'embarquement, le tout sous de prétendues «autorisations marocaines», avec pour finalité «la mise sur le marché européen de produits à destination humaine».

Or, de tels produits ne peuvent accéder au marché européen que s'ils sont accompagnés de certificats d'origine et des garanties sanitaires établis par l'administration de l'Etat d'origine.

La CJUE avait établi que «le Maroc et le Sahara occidental étaient des territoires distincts, relevant de souverainetés distinctes, et que les accords conclus entre l'Union européen-

ne et le Maroc ne pouvaient en aucun cas s'appliquer au Sahara occidental».

Ainsi, les produits prétendument marocains mais qui en réalité proviennent des eaux sahraouies et du port d'El Aâyoune occupée ne peuvent être exportés par des entreprises européennes et accéder au marché européen qu'avec l'autorisation du Front Polisario, seul représentant du peuple Sahraoui.

La veille, les parlementaires européens Florent Marcellesi, José Bové et Bodil Valero (Les Verts), ont officiellement saisi M<sup>me</sup> Mogherini, Haute représentante de l'Union européenne, et M. Malmstrom, Commissaire européen au commerce et M. Moscovici, Commissaire européen aux Affaires économiques et financières, des violations du droit européen qui seraient commises si le Key Bay pouvait procéder au débarquement d'une cargaison provenant des eaux sahraouies et d'un port sahraoui.

R. M.

Cima Motors - Chevrolet

# La nouvelle Sonic disponible au prix de 2 090 000 DA

Page animée par Ali Zidane

**C**ima Motors distributeur officiel de Chevrolet en Algérie, dévoile la nouvelle Sonic 2017 avec un nouveau look, plus agressif et un design raffiné. Elle offre des technologies importantes telles qu'un nouveau système MyLink et un nouvel extérieur.

C'est un segment important en Algérie pour Chevrolet, qui représente 25% de part de marché en 2016, où les petites voitures comme la Sonic sont populaires et offrent à Chevrolet l'oc-

casion de conquérir une clientèle jeune. La Sonic est proposée en une seule finition LT avec un moteur essence «1.2 L 85 CV».

L'extérieur athlétique du Sonic a une toute nouvelle apparence expressive qui rappelle les éléments stylistiques de Chevrolet et un design raffiné, l'avant s'équipe :

- 1) D'un nouveau capot
- 2) D'une nouvelle calandre de forme hexagonale
- 3) De nouveaux éléments d'éclairage (nouveaux phares antibrouillard en cavité et des nouveaux feux type projecteur

avec feux de jour à LED intégrés).

4) D'une aile et pare-chocs arrière revus de sorte à avoir un aspect collant plus à l'air du temps.

L'ancien ordinateur de bord a laissé place à un nouveau groupe de jauges incorporant un compteur de vitesse analogique ce qui ajoute un degré plus élevé de raffinement à la cabine, complétant de nouvelles fonctionnalités supplémentaires de confort et de commodité telles qu'un volant sport 3 branches avec des commandes (audio, phone,



régulateur de vitesse).

Une connectivité au bout des doigts. Nouveau système d'infodivertissement, Chevrolet «MyLink» de 7 pouces avec écran couleur en diagonale conçu pour prendre en charge les dernières technologies de connectivité, y compris Apple CarPlay et Android compatibility automatique, deux ports USB et un auxi-

liaire ainsi que l'aide au stationnement arrière sont de série, et ce, pour répondre aux besoins d'une cible plus jeune et plus que jamais à la pointe de la technologie. En plus de son style attractif et de la richesse de ses équipements, la Sonic est affichée à un prix concurrentiel et attractif à 2 090 000 DZD en TTC.

Industrie automobile

## L'Algérie produira entre 30 000 et 40 000 véhicules par an



**L**e ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslem Bouchouareb, a estimé à Jijel, en marge d'une visite de travail dans cette wilaya, qu'il était «aujourd'hui important de régir le marché automobile d'occasion et d'instaurer la traçabilité de ces engins pour une parfaite sécurité». Rappelant les efforts déployés par l'État pour développer l'industrie nationale automo-

bile, M. Bouchouareb, qui a annoncé l'entrée en service en Algérie «d'ici à avril prochain» de l'usine Volkswagen, a indiqué que cette unité avec les deux unités similaires déjà existantes (Renault et Hyundai) permettront à l'Algérie de produire entre 30 000 et 40 000 véhicules par an.

Dans ce sens, le ministre a appelé à développer davantage

la sous-traitance dans le domaine automobile pour renforcer le taux d'intégration nationale et permettre aux véhicules produits en Algérie de «franchir l'étape de la concurrence».

Le ministre a indiqué que «2017 sera l'année de la sous-traitance», d'autant, a-t-il ajouté, que l'actuelle loi de finances prévoit «plusieurs avantages» aux investisseurs versés dans le domaine de la sous-traitance.

Sovac Production

## Bouchouareb visite le chantier de la future usine Volkswagen

**A**bdeslem Bouchouareb, ministre de l'Industrie et des Mines, a visité, lundi, le chantier de l'usine Sovac Production pour s'enquérir de l'avancement des travaux du projet de production des véhicules du Groupe Volkswagen en Algérie. Le ministre a réitéré son engagement à soutenir Sovac Production dans ce projet afin que les engagements pris en novembre dernier, concernant la sortie du premier véhicule de l'usine, soient maintenus. Le président-directeur général de la joint-venture algéro-allemande, Mourad Oulmi, a rassuré le pre-

mier responsable du secteur de l'industrie sur le respect des délais en réitérant que la Golf sera le premier véhicule du Groupe Volkswagen à sortir de l'usine de Relizane en juin prochain. Le ministre a évoqué la question de la sous-traitance et de l'intégration locale. Il a déclaré que son département va coordonner cette activité avec les différents acteurs de l'industrie automobile et ceux de la sous-traitance afin de définir ensemble une stratégie d'accompagnement des usines de production de véhicules par une véritable filière de sous-traitance.

Kia Motors

## Prix EyesOn Design pour l'excellence du design décerné à Stinger 2018



**L**a toute nouvelle berline Stinger 2018 de Kia a reçu le prix EyesOn Design pour l'excellence du design au Salon international de l'automobile d'Amérique du Nord (NAIAS) à Detroit, lors d'un événement généralement dominé par

les compagnies américaines d'automobiles. «Nous avons conçu beaucoup de modèles de voitures et j'en suis fier, mais le Stinger est quelque chose de spécial», a déclaré Peter Schreyer, chef de design chez Kia Motors. Le prix EyesOn Design honore les meilleurs véhicules et les designs qui font leurs débuts dans le monde au Salon NAIAS. Les catégories de cette année comprennent le design automobile, la production automobile, design de camion, production de camion, l'utilisation novatrice de couleurs, l'utilisation graphique et des matériaux, conception d'intérieur, prix d'expérience de l'utilisateur et le catalyseur du designer. Le tout nouveau design Kia Stinger 2018 a été supervisé par Peter Schreyer, chef de design chez Kia Motors, et Gregory Guillaume, designer en chef de Kia Motors Europe. Le Kia Stinger 2018 est une berline sport dédiée au plaisir de conduire tout en offrant un maximum de luxe aux occupants. De son avant élégant et lisse à travers ses flancs sveltes, jusqu'à ses hauts musclés, la position et l'équilibre visuel de Stinger sont conçus pour donner à la voiture plus d'élégance et d'athlétisme. L'intérieur se caractérise par une cabine très luxueuse avec un plan horizontal fort à travers le tableau de bord et un volant épais, enveloppé de cuir. L'habitacle présente une combinaison d'instruments analogiques et numériques. Le Stinger est mis en vente plus tard cette année et est soutenu par la qualité et la fiabilité de l'industrie de Kia Motors.

Total Lubrifiants Algérie

## Nouvelle campagne des produits Total Quartz en bidon Gold



**A** l'occasion de la Coupe d'Afrique des Nations, qui se tient au Gabon, Total Lubrifiants Algérie organise du 12 janvier au 5 février 2017 deux opérations promotionnelles faisant bénéficier ses clients d'offres exceptionnelles.

Ayant pour objectif de faire vivre l'expérience de la CAN avec le meilleur équipement, la première campagne destinée aux utilisateurs de lubrifiants Total Quartz avec le nouvel emballage Gold du 12 janvier au 5 février, permet à tout acheteur d'un bidon d'huile Total Quartz 7000 10W40 ou Quartz 9000

5W40 en emballage Gold, de pouvoir gagner des téléviseurs LED.

Les clients doivent envoyer la photo du produit acheté avec le numéro de lot sur la page Facebook de Total Algérie et participer au tirage au sort.

L'ensemble de nos clients des centres d'entretien Total Quartz Auto Service peuvent aussi bénéficier d'une offre promotionnelle, entre le 22 janvier et le 05 février 2017, pour toute prestation de vidange effectuée dans les 110 centres TQAS répartis à travers le territoire national. Ils peuvent gagner de

nombreux cadeaux ainsi que des TV LED par le simple envoi d'une photo du véhicule pendant la prestation de vidange sur le compte Facebook de Total Algérie. A noter que les centres d'entretien TQAS proposent des prestations de vidange et de service rapide en toute transparence avec des prix affichés, un personnel formé et qualifié, des équipements et des outils modernes de haute qualité, le tout dans un environnement accueillant avec des espaces propres et bien organisés.

«Le football est synonyme d'enthousiasme, de partage, de performance collective, notions qui rassemblent toutes les cultures. En faisant la promotion de cet événement, nous souhaitons renforcer nos liens et notre proximité avec les Algériens autour de cette très belle compétition qui suscite toujours un grand engouement», souligne Redouane Karar, directeur commercial de Total Lubrifiants Algérie.



Guerre antidrogue meurtrière

# L'Eglise philippine monte au créneau

■ Les fidèles allant à la messe pendant les fêtes de Noël dans l'une des églises les mieux connues de Manille se sont retrouvés face à des images éprouvantes: d'immenses photographies de Philippins en train de mourir dans des mares de sang.

Cette exposition choc dans l'église de Baclaran faisait partie de la croisade menée par l'une des institutions les plus anciennes et puissantes de l'archipel contre la guerre antidrogue meurtrière du président Rodrigo Duterte, qui a coûté la vie à 6 000 personnes.

«L'Eglise fait valoir son influen-

ce, c'est pourquoi elle sera en première ligne au cours des prochains mois, de la lutte contre les meurtres extrajudiciaires», dit à l'AFP Jerome Secillano, directeur des relations publiques de la Conférence des évêques catholiques des Philippines. Dans un pays qui compte 80% de catholiques, l'Eglise souhaite la réussite de la présidence Duterte mais manquerait à son obligation morale de protéger la vie si elle se taisait, ajoute M. Secillano. La guerre contre la drogue «n'est plus conforme au processus judiciaire et les normes morales sont violées. Il est temps que l'Eglise dise ce qu'elle pense». M. Duterte avait été largement élu l'année dernière après avoir promis de faire tuer des dizaines de milliers de personnes pour éradiquer le trafic de drogue. Depuis sa prise de fonction fin juin, la police a annoncé avoir tué 2 250



suspects, et 3 710 personnes ont été abattues par des inconnus qui ont parfois laissé sur place des pancartes les accusant d'être des trafiquants de drogue ou des usagers. Et le président philippin a affirmé qu'il serait heureux «d'abattre» trois millions de toxicomanes pour empêcher que les Philippines ne deviennent un narco-Etat. Cette campagne s'est attirée les foudres des défenseurs des droits et de certains gouvernements occidentaux. Mais M. Duterte est toujours immensément populaire parmi ses compatriotes, qui espèrent qu'il parviendra à venir à bout du crime, de la corruption et des autres problèmes endémiques. Avec un tel soutien, mais aussi à cause de diverses tactiques d'intimidation, les dénonciations publiques de la

politique présidentielle sont rares. Pendant des mois, l'Eglise, qui joua un rôle primordial dans la chute du dictateur Ferdinand Marcos et du président corrompu Joseph Estrada, s'est tue. Les autorités ecclésiastiques ont dit qu'elles voulaient donner à M. Duterte l'occasion de mettre en oeuvre ses programmes. Elles espéraient aussi pouvoir influencer discrètement le chef de l'Etat, par une série d'entretiens, explique Atilano Fajardo, prêtre de Manille. Comme l'homme de la rue, certains religieux hésitent à élever la voix, d'après M. Secillano. «Il n'y a pas beaucoup d'églises et de gens qui veulent s'exprimer contre ces meurtres à cause de la peur». L'archevêque Socrates Villegas, président de la conférence des évêques, avait écrit une lettre à ses ouailles en

octobre pour lancer la campagne anti-meurtres. «J'ai honte des choses que je lis sur les Philippines dans les médias internationaux et encore plus honte de ce que j'entends dans la bouche de nos dirigeants», écrivait-il. «Je ne peux plus présenter mes condoléances aux familles endeuillées car j'ai aussi besoin d'être rassuré que les choses vont s'améliorer et non empirer». Dans un message de Noël, le cardinal de Manille Luis Tagle, numéro un de la hiérarchie catholique, s'est lamenté sur le fait que les Philippins perdaient leur sens de «l'hospitalité», ce qui a été perçu comme une critique contre les meurtres. «Pourquoi y a-t-il de la place pour détruire la vie mais un espace minuscule pour la sauver?», a-t-il dit. Depuis, des églises à travers l'archipel ont installé des banderoles de dénonciation des meurtres extrajudiciaires. Des prêtres ont aidé les familles de victimes à s'organiser en réseau. L'Eglise veut aussi former les veuves à amasser des éléments pour pouvoir porter plainte contre la police. L'institution prend soin de souligner qu'elle n'en a pas après M. Duterte, mais seulement après les meurtres. «Les prières peuvent déplacer des montagnes. Nous pensons que M. Duterte peut encore changer d'avis, alors nous devons prier», déclare M. Fajardo.



## Points chauds

### Inquiétudes

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a près de cinq ans, quelques mois seulement après la victoire du candidat socialiste à l'élection présidentielle, François Fillon avait déclaré ses ambitions présidentielles, utilisant là la méthode de François Hollande qui avait fait de même cinq ans plus tôt peu après la victoire du candidat de l'UMP. Et si Fillon a très tôt lancé sa campagne pour la présidence française, il a, dès le commencement de celle-ci, axé toute son énergie sur une critique acharnée de celui qui a fait de lui son Premier ministre durant la totalité de son mandat, Nicolas Sarkozy. Chacun des meetings de Fillon s'étaient alors transformés en réquisitoires implacables du mandat de Sarkozy, alors même qu'il était son Chef du gouvernement. Mais il est vrai que l'attitude du président de droite qui aimait insister que lui seul prenait les décisions et sur l'inutilité de son Premier ministre ont rendu la tâche facile à Fillon qui n'a eu alors qu'à assurer que malgré sa volonté de faire les réformes nécessaires pour la France il en a été empêché par le président «mégalo-maniaque». Pourtant, suite au premier tour de la primaire de la droite et du centre qui a vu l'éjection de Sarkozy et la victoire très large de Fillon, suivi de Alain Juppé, l'ancien président a préféré soutenir son ancien numéro deux, pour le second tour. Mais aujourd'hui, après le triomphe écrasant de Fillon à la primaire, Sarkozy semble douter de son choix. Le programme libéral du candidat officiel de la droite à la présidentielle fait en effet peur à certains députés de Les Républicains. Mais Fillon se montre inflexible sur la question : «La radicalité de son projet», il ne veut rien en changer. Nicolas Sarkozy, comme Laurent Wauquiez auparavant, a tenté de le persuader de faire un geste dans un contexte où les classes moyennes sortent épuisées par cinq ans d'effort. Au cours des primaires, Sarkozy avait déjà défendu cette thèse : on ne peut pas revenir au pouvoir et dire aux Français on supprime l'ISF et, pour vous, il n'y aura rien. Vendredi, lors de leur déjeuner, l'ancien chef de l'Etat est remonté au créneau. D'accord pour les efforts mais il faut offrir une perspective réjouissante alors même que le candidat inclassable Emmanuel Macron caracolait toujours dans les sondages avec des propositions sociales et libérales. Il est vrai que Fillon, s'il est élu, demandera de nombreux efforts au pays : la retraite à 65 ans, la TVA qui augmentera de deux points, la fin des 35 heures qui se traduira par la fin des heures sup dans certaines entreprises et la fin des RTT pour les cadres, la dégressivité de l'indemnisation du chômage et toutes ses propositions inquiètent Nicolas Sarkozy. Il n'est pas le seul à droite. Laurent Wauquiez préfère dire tout haut qu'il faut envoyer un signal positif à la France du travail. «Si ce n'est pas la déflexion des heures supplémentaires, alors trouvons autre chose». Fillon, lui, maintient l'idée que, sans accord d'entreprise, l'Etat ne garantira plus un seuil légal de travail hebdomadaire. C'est donc le plafond européen de 48 heures qui s'appliquera. On comprend que s'engager dans la bataille présidentielle avec cette perspective de «travailler plus sans gagner plus» en effraie plus d'un chez les députés LR. Reste à savoir surtout à quel point cela effraiera les électeurs français et si la victoire éclatante de Fillon à la primaire de droite n'aura pas été le point culminant de sa campagne avant sa chute brutale.

F. M.

## WikiLeaks

### Obama commue la peine de prison de Chelsea Manning

A trois jours de son départ de la Maison-Blanche, le président américain Barack Obama a commué la peine de Chelsea Manning, condamnée à 35 ans de prison pour avoir transmis des documents confidentiels à WikiLeaks. La militaire transsexuelle, qui s'appelait auparavant Bradley Manning, sera libérée le 17 mai. Elle avait été condamnée en août 2013 pour avoir transmis plus de 700 000 documents confidentiels au site WikiLeaks. «Victoire», a immédiatement tweeté l'organisation spécialisée dans les révélations de documents secrets tandis que le camp républicain dénonçait une décision scandaleuse.

Selon la Constitution américaine, le président peut soit gracier un condamné, soit commuer sa peine, c'est-à-dire en raccourcir la durée sans effacer la sentence. Louée par ses partisans pour avoir dévoilé selon eux les abus des Etats-Unis en Irak et en Afghanistan, Manning a été jugée pour avoir mis son pays et ses compatriotes en danger. La femme soldat de 29 ans, qui a purgé près de sept ans de prison, avait tenté de mettre fin à ses jours en octobre, après une première tentative de suicide en juillet. La semaine dernière, WikiLeaks a affirmé que son fon-

dateur, Julian Assange, accepterait d'être extradé vers les Etats-Unis si Barack Obama faisait preuve de clémence envers Chelsea Manning. Des responsables de la Maison-Blanche ont affirmé qu'il n'existait aucun lien entre ce message et la décision de Barack Obama. «Merci à tous ceux qui ont fait campagne en faveur d'une clémence pour Chelsea Manning. Votre courage et votre détermination ont rendu possible l'impossible», a indiqué Julian Assange dans un message transmis par son organisation. Il n'a cependant donné aucune indication sur ses intentions. «C'est un héros dont le courage aurait du être félicité, pas condamné», affirme par ailleurs l'Australien dans un communiqué transmis à Londres par un des ses avocats. M. Assange appelle aussi le gouvernement américain à «mettre fin immédiatement à la guerre contre les lanceurs d'alerte et ceux qui publient comme WikiLeaks et moi». Julian Assange, 45 ans, est réfugié à l'ambassade d'Equateur à Londres depuis juin 2012 pour éviter une extradition vers la Suède où des accusations de viol sont portées à son encontre et que le fondateur de WikiLeaks nie. Ce dernier craint d'être extradé par Stockholm vers les Etats-

Unis. Ses avocats ont redemandé mardi que le département américain de la Justice ne «l'incolpe pas» pour la diffusion en 2010 des documents confidentiels téléchargés puis envoyés au site WikiLeaks. Washington a toujours menacé de poursuivre Assange mais ne l'a pas officiellement inculpé. «Dans cinq mois tu seras libre. Merci pour tout ce que tu as fait pour tout le monde, Chelsea», a réagi Edward Snowden sur Twitter. L'exécutif américain a toujours insisté sur la différence de taille entre le cas de Manning et de celui de l'ancien consultant de la NSA réfugié en Russie, qui a rendu public des milliers de documents classifiés révélant l'ampleur de la surveillance des données privées mise en place par les autorités américaines. «Chelsea Manning est quelqu'un qui a été jugé par la justice militaire, a été reconnu coupable, a été condamné et a reconnu ses torts», a expliqué Josh Earnest, porte-parole de l'exécutif américain. «M. Snowden a fui dans les bras d'un adversaire et a trouvé refuge dans un pays qui, très récemment, a délibérément tenté d'affaiblir notre démocratie», a-t-il poursuivi. «Les divulgations d'Edward Snowden étaient beaucoup plus graves et beaucoup plus dangereuses», a-t-il ajouté.



## Théâtre

# La pièce «El Kharif» dénonce les crimes sectaires en Irak

■ C'est à une représentation théâtrale irakienne assez singulière que les spectateurs oranais ont assisté mardi soir, non seulement par l'endroit où elle a été présentée, mais par son thème et sa mise en scène des crimes sectaires en Irak.



Par Adéla S.

La pièce irakienne «El Kharif» (L'automne) a été donnée à la médiathèque de la bibliothèque Bakhti-Benaouda, devant un public intéressé mais curieux de connaître les motivations qui ont conduit le metteur en scène à un tel choix, car, d'une manière générale, l'endroit ne se prête pas à une représentation théâtrale, conventionnelle du moins.

Le metteur en scène, Samim Hassaballah, a expliqué, lors de la séance de présentation de la pièce, que sur le plan technique la pièce présente quelques spécificités et ne peut être jouée dans les théâtres conventionnels, mais a besoin d'un espace spécial et adéquat pour que le spectacle puisse atteindre ses objectifs et le metteur en scène à mettre en application ses idées et ses choix en matière de scénographie.

C'est même une condition de l'Institut du théâtre arabe qui avait souhaité que la représentation se déroule dans un site historique. Le comité de sélection du Festival du théâtre arabe avait assisté à la première représentation de la pièce au niveau d'une vieille bâtisse à Baghdad et avait

été séduit par l'idée. Le comité en a même fait une condition et a demandé à la troupe de donner la représentation dans un site historique à Oran durant la 9<sup>e</sup> édition du Festival, a expliqué Samil Hassaballah.

Pour ce faire, cinq édifices historiques d'Oran ont été visités et le choix du metteur est tombé sur la salle de la médiathèque. Et c'est ainsi que la salle a été mise à la disposition de la troupe, afin de lui offrir un espace propice et conforme à la représentation, a-t-il ajouté.

La pièce «El Kharif» (L'automne) est inspirée de l'œuvre de l'écrivain français Jean Genet «Haute surveillance» et de la pièce «Sirdab» (sous-sol) de l'écrivain irakien Haïder Joumâa. La scénographie a été signée par Ali Soudani.

La pièce est interprétée par Yahia Ibrahim, Haïder Joumâa, Bahaâ Hayoune et Hichem Jawad.

Elle aborde le thème délicat des assassinats sectaires en Irak et le metteur prévient, et s'excuse même, de la violence et de la dureté de certaines scènes, arguant que la réalité est souvent davantage plus atroce dans un Irak miné par les tragédies, les destructions et la guerre.

«Dans cette œuvre, nous avons voulu exploiter cette violence et ces atrocités comme un moyen pour exprimer la réalité irakienne», a souligné le metteur en scène, ajoutant que la pièce «El Kharif» pose de nombreuses questions et essaie de décrire ce que le tueur sectaire pense au moment où il accomplit son acte et, plus tard, ce qu'il pense de ses propres actes et quelles réponses apporte-t-il à ses propres questions et comment il fait face à ses peurs, à la témérité et à la folie de ses actes passés.

La pièce transpose, sur le plan esthétique, la tragédie irakienne sur la scène théâtrale et reproduit quelques scènes de violence inouïes afin de «frapper les esprits» et leur faire comprendre la dure réalité du peuple irakien.

De son côté, Haïder Joumâa a indiqué que, techniquement et sur le plan thématique, le spectacle est différent sur tous les plans de tout ce qui a été réalisé jusqu'ici, soulignant que les tueurs sectaires existent dans toutes les régions d'Irak et que le problème se pose également dans plusieurs autres pays arabes. Dans ce même contexte, le metteur en scène a souli-

gné que «El Kharif» n'est pas une simple représentation, mais un projet théâtral né d'une thèse de doctorat intitulée «La symbolique de la violence au théâtre».

Samim Hassaballah a ajouté que la pièce n'a pas pour simple objectif de décrire et de dénoncer les violences sectaires en Irak. Pour lui, ce n'est pas une fin en soi, mais la pièce présente, en filigrane, l'espoir d'un avenir prometteur pour le peuple irakien.

Du côté du public oranais, celui-ci a très bien accueilli la pièce et le choix de la médiathèque, qui lui a rappelé, un tant soit peu, le théâtre de la halqa, car les sièges des spectateurs ont été disposés de telle manière qu'ils «cernaient» la scène de trois côtés. De nombreux spectateurs ont, en outre, assisté debout à la représentation.

Dans «El Kharif», en effet, le metteur en scène s'est particulièrement éloigné du théâtre à l'italienne.

La pièce irakienne, placée dans la catégorie «off», participe à la 9<sup>e</sup> édition du Festival du théâtre arabe, qui se déroule à Oran et Mostaganem du 10 au 19 janvier. Elle n'entre pas, toutefois, en compétition pour le prix Soltane Ben Mohamed El

## Théâtre arabe

## Création en avril d'un réseau médiatique électronique

Un réseau médiatique électronique pour la promotion des œuvres théâtrales arabes sera créé en avril prochain, a annoncé, mardi à Oran, le responsable de l'information et de la publication de l'Instance arabe du théâtre.

Le dramaturge Ghanem Ghanem a déclaré à l'APS, en marge du Festival du théâtre arabe qui se poursuit au 8<sup>e</sup> jour, qu'un réseau médiatique électronique consacré au théâtre arabe «est devenu une réalité».

Parmi les objectifs de ce réseau qui aura

une plus grande vitalité et responsabilité, augmenter le volume d'informations sur le théâtre arabe en plusieurs langues, diffuser le savoir théâtral arabe sur internet, faire connaître plus le théâtre arabe et véhiculer l'événement théâtral à tous les amateurs du 4<sup>e</sup> art, a-t-il ajouté.

Ce mécanisme d'information électronique contribuera à la promotion des idées, des visions et de la critique théâtrale arabe et des représentations sur vidéo, «au point de faire de ce réseau une référence scientifique pour

développer le théâtre arabe», selon le responsable d'information et publication à l'Instance arabe du théâtre.

Pour concrétiser ce projet, une mini commission sera mise en place pour concevoir les mécanismes et système du futur réseau et faire des propositions, a ajouté Ghanem Ghanem.

La création de ce réseau a été décidée lors d'une rencontre organisée vendredi dernier à Oran, en marge du Festival du théâtre arabe.

Racim C.

## RENDEZ-VOUS CULTURELS

**Galerie Asselah (39, rue Asselah-Hocine, Alger)**  
Jusqu'au 26 janvier 2017 : Exposition de peinture des artistes peintres Naila Amina Chirane et Khadidja Mehenni, sous le thème «Entre la réalité et l'imagination».

**Basilique de Notre Dame d'Afrique :**  
Jeudi 2 février 2017 à 19h30 : Écume (Échanges culturels en Méditerranée) présente l'ensemble Irini - Chants de culte marial.

**Place Centrale de In-Salah :**  
Jeudi 19 janvier 2017 à 19h : Concert de Hamid Baroudi.  
**Maison de la Culture de Tamanrasset**  
Dimanche 22 janvier 2017 à 19h :

Concert de Hamid Baroudi.  
**Place Centrale de Djanet**  
Mercredi 25 janvier 2017 à 19h : Concert de Hamid Baroudi.

**Salle Ibn-Zeydoun de Riadh El-feth (El-Madania, Alger)**

Jeudi 19 janvier 2017 à 19h : Concert Il était une fois... à Grenade de Lila Borsali  
**Cinéma Issers (Boumerdès) :**  
Cycle Fatma-Zohra Zamoum  
Jusqu'au 21 janvier : Projection du film *Zhar*

Du 23 au 28 janvier : 2 films : *La pelote de laine* et *Le docker*.  
Du 30 janvier au 4 février : 3 films : *Leçon de choses ; Renvoi d'appel* et *La corde*.

**Galerie Aïcha-Haddad (84, rue Didouche-Mourad, Alger)**  
Jusqu'au 26 janvier 2017 : Exposition «Mysticisme» de Abderrahmane Bakhti.

**Galerie Ezzou'art du Centre commercial & de Loisirs de Bab Ezzouar :**  
Jusqu'au 27 janvier 2017 : Exposition des artistes plasticiennes Fatiha Ladjadj et Achab Ouiza sous le thème «Nuances aux femmes».

**Musée national d'art moderne et contemporain d'Alger :**  
Jusqu'au 31 mars 2017 : Exposition de mangas à l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire de la maison d'édition algérienne Z-Link.

**Opéra d'Alger :**  
25 janvier : Concert d'Amel Brahim-Djelloul  
**À la Baignoire (Square Port-Saïd) :**

26 janvier 17h - 19h : Vernissage de l'exposition de photographie «Ça va waka» de Nassim Rouchiche

En présence du photographe Cinémathèque algérienne :

26 janvier 17h - 19h : Thématique «Citoyen du monde» avec les élèves du Lycée International Alexandre Dumas (LIAD)

**Centre Les Glycines :**  
26 janvier 18h - 20h : Rencontre «Figures et formes de la folie dans les textes algériens» avec Kahina Bouanane

**Institut Cervantes :**  
26 janvier 20h30 - 22h30 : Rencontre proposée par le Centre Culturel Italien, avec l'écrivain et journaliste Bruno Arpaia, autour de son dernier ouvrage climate fiction *Qualcosa, là fuori* et Giuseppe Cederna, acteur et écrivain.  
Intermède musical avec le duo Salim Dada et Redouane Amir.

## Coup-franc direct

### Gérer la pression !

Par Mahfoud M.

Le match nul face au Zimbabwe a mis notre équipe nationale dans une situation difficile et c'est une évidence sachant qu'un match d'une telle envergure se prépare sous tous ses angles. Il faut savoir que la préparation psychologique est très importante pour une rencontre de haut niveau comme celle de la CAN qui est une des compétitions les plus difficiles pour la sélection nationale. Les Verts devraient donc se concentrer sur leur sujet et savoir que l'aspect psychologique est très important. Il ne faudra pas se mettre une grosse pression pour ensuite se dire qu'on est dans l'obligation de faire avec cette situation difficile. Il ne sert à rien de se compliquer l'existence et de se dire que ce sera une rencontre de vie ou de mort, mais bien de jouer sans pression pour pouvoir avancer et tenter d'aller le plus loin possible. Quel que soit le résultat, il faut rester digne et se dire qu'on aura tout essayé, c'est cela le plus important. On a beau répéter que la préparation n'a pas été au top et que la sélection a raté le coche en ne se préparant pas de la manière qu'il faut. Maintenant que le tournoi a débuté, il faut se tourner vers l'avenir et essayer de se sortir de ce bourbier pour réussir la prochaine phase et tenter d'aller vers la reconstruction.

M. M.

### Cheikh Ndoye «Le Zimbabwe sera favori contre le Sénégal»

LE ZIMBABWE, auteur d'un nul mérité contre l'Algérie (2-2), part favori contre le Sénégal lors du match de jeudi comptant pour la deuxième journée (groupe B) de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2017 au Gabon, a estimé l'international sénégalais Cheikh Ndoye. Cette sélection du Zimbabwe «est favorite au vu de ce qu'elle a montré contre l'Algérie qui est une très grande équipe», a déclaré Cheikh Ndoye à la presse. Selon le milieu de terrain, le Sénégal n'a aucune pression et va jouer sur ses propres qualités jeudi contre le Zimbabwe : «Nous sommes une équipe qui joue sur ses qualités propres». Parlant du Zimbabwe qui a frôlé l'exploit contre l'Algérie, le milieu d'Angers (France) a dit ne rien connaître de cette équipe. «On attend d'avoir des informations pour savoir à quoi nous en tenir», a-t-il conclu. Le Sénégal, leader du groupe B après sa victoire aux dépens de la Tunisie (2-0), est suivi par le Zimbabwe et l'Algérie qui comptent un point. La Tunisie occupe la dernière place (0 pt). Lors de la deuxième journée, l'Algérie affrontera la Tunisie dans un derby maghrébin qui s'annonce explosif et le Sénégal sera opposé à la surprenante équipe du Zimbabwe.

### Union nord-africaine de football / Arbitrage Un séminaire du 25 au 29 janvier au Caire

L'UNION nord-africaine de football (Unaf) organise un séminaire à l'intention des arbitres des fédérations nationales membres (Tunisie, Algérie, Maroc et Libye), du 25 au 29 janvier au Caire, indique mardi le site de l'instance nord-africaine. Ce séminaire a pour objectif d'améliorer le secteur de l'arbitrage dans les pays de la région et de permettre aux arbitres d'approfondir leurs connaissances notamment pour ce qui est des derniers changements opérés au niveau des règlements et de la législation, précise la même source. Chaque fédération membre sera représentée par cinq arbitres sous la conduite d'experts et spécialistes de la formation au sein de l'Union nord-africaine de football (Unaf).

### Ligue 2

### 4 matchs à huis clos pour le MCS qui perd par pénalité face au MCEE

LE MC SAIDA a écopé de quatre matchs à huis clos, dont deux avec sursis, et perdu par pénalité sa rencontre à domicile face au MC El Eulma, arrêtée à la 83<sup>e</sup> minute, vendredi dans le cadre de la 16<sup>e</sup> journée de la Ligue 2 algérienne, indique mardi la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel. Cette sanction prise par la Commission de discipline, réunie la veille, est justifiée par des «jets de projectiles sur le terrain, entraînant blessure au quatrième arbitre, arrêt définitif de la partie à la 83<sup>e</sup> minute et dégradation du matériel (chaises)», précise la même source, ajoutant que le MCS écope d'une amende de 200 000 DA, sans préjudice des indemnités financières qui seront demandées par le gestionnaire du stade. Le MCS était mené au score (2-0) lorsque l'arbitre a interrompu la partie. Par ailleurs, les joueurs Bendjelloul Benaouda du MCS et Bourahla Mohamed du MCEE, tous les deux expulsés lors du même match, ont écopé chacun de trois rencontres de suspension, affirme la même source.

## Groupe B/Algérie-Tunisie Les Verts face à leur destin

■ La sélection nationale de football sera cet après-midi sous pression en affrontant la Tunisie dans un derby difficile, pour le compte de la deuxième journée des matchs de poule dans ce groupe B. Accrochés lors de la première journée face au Zimbabwe, les Verts n'ont d'autre choix que de l'emporter s'ils souhaitent arracher le billet de qualification au prochain tour.



L'EN au pied du mur

Par Mahfoud M.

La rencontre sera sans doute très difficile, surtout que les Aigles de Carthage sont dans l'obligation aussi de l'emporter pour rester dans la course à la qualification au prochain tour. Les Fennecs devront jouer la carte de l'offensive pour trouver la brèche dans la défense de la Tunisie, ce qui ne sera pas facile. Les poulaillers de Leekens devront surtout éviter les erreurs défensives commises lors du match face aux Warriors pour ne pas tomber dans les travers encore une fois. La sélection

nationale entrera dans ce match avec une équipe remaniée, puisqu'il y aura certainement un bon nombre de changements qui seront effectués. Ainsi, Meftah sera intronisé au poste d'arrière droit, après que Belkhirer a montré ses limites. Au milieu, Abeid effectuera sa rentrée, alors que l'attaque Ghezal devrait être titularisée étant donné que Soudani est blessé. Reste deux joueurs qui ne sont pas encore fixés sur leur sort, à savoir, le gardien Mbolhi et l'attaquant Slimani, qui souffriraient de blessures et qui attendront sans doute aujourd'hui pour voir s'ils pourront jouer. Le coach des Verts

souhaite vraiment les avoir dans le groupe pour ce match très important. Pour les Tunisiens, le fait d'affronter l'Algérie dans ce match devrait les transcender, eux qui estiment que le derby est plus facile. Les poulaillers de Kasperczak souhaitent vivement prendre les points de ce match pour se rapprocher plus de la qualification au prochain tour. Pour cela, ils joueront, certainement, l'attaque à outrance pour tenter de nous surprendre, d'où l'intérêt à être vigilant derrière et ne pas rater cette empoignade.

M. M.

## Leekens-Tunisie... comme on se retrouve

Dix-neuf mois après avoir quitté la sélection tunisienne de football, l'entraîneur de l'équipe algérienne, le Belge Georges Leekens, retrouvera les «Aigles de Carthage» comme adversaire, jeudi au stade de Franceville (17h00) dans le cadre de la 2<sup>e</sup> journée (Gr. B) de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 au Gabon (14 janvier-5 février). «Je connais bien la sélection tunisienne car je l'ai entraînée il n'y a pas longtemps. Ses joueurs n'ont pratiquement plus de secrets pour moi. C'est une équipe redoutable, qui a bien joué ces derniers mois. Ce sera un match particulier pour les deux pays, compte tenu de la proximité géographique», avait indiqué Leekens récemment dans l'une de ses interventions devant la presse. Du coup, le technicien belge devient le premier atout des Verts face à la Tunisie, dans un

match qui s'annonce d'ores et déjà décisif pour la suite du parcours. Tenue en échec d'entrée par le Zimbabwe (2-2), l'Algérie est appelée à réagir face aux «Aigles de Carthage», battus par le Sénégal (2-0). Le sélectionneur national devrait trouver la bonne formule pour contrer son ancienne équipe et viser une victoire qui relancera les chances du Club Algérie dans la qualification aux quarts de finale. La présence de Leekens jeudi sur le banc de l'équipe nationale devrait constituer un avantage technique et tactique non négligeable pour les Verts, même si dans ce genre de rendez-vous, rien n'est acquis d'avance. Les retrouvailles seront certainement chaudes entre Leekens et ses anciens joueurs qui, dos au mur, ne comptent offrir aucun cadeau à leur ex-coach. Ayant dirigé la Tunisie lors de la

précédente CAN-2015 en Guinée-équatoriale, Leekens s'est fait éliminer en quarts de finale par le pays organisateur (2-1, a.p). Lors du premier tour, la Tunisie s'était qualifiée en tête de son groupe avec 5 points. Georges Leekens aura en face de lui, sur l'autre banc, le Franco-Polonais Henryk Kasperczak qui en est à sa sixième CAN. «Ce derby a un cachet particulier car chaque équipe a envie d'asseoir sa suprématie sur la scène maghrébine et africaine, donc on doit s'attendre à un match très disputé et comme toujours, il y aura beaucoup d'intensité et de suspense», a affirmé dernièrement le coach de la Tunisie. La bataille tactique entre les deux techniciens étrangers s'annonce de haute facture, chacun aspirant à mener son équipe à décrocher le meilleur résultat pour se relancer dans cette CAN-2017.

### Riyad Mahrez

### «L'Algérie n'est pas favorite»

L'international algérien Riyad Mahrez a estimé mardi que le nul concédé par les Verts face au Zimbabwe (2-2), dimanche pour leur premier match en Coupe d'Afrique 2017 (CAN-2017) au Gabon, ne faisait que confirmer que l'Algérie ne figurait pas parmi les favoris à la victoire finale. «C'est vrai que ça commence bien pour moi. Mais le plus important, c'est l'équipe. Il faut qu'on se concentre sur les deux prochains matchs», a-t-il expliqué au micro de RMC. Le joueur de Leicester City (Premier

League anglaise), fraîchement sacré meilleur footballeur africain en 2016, s'est illustré dans ce match par un doublé, le premier réalisé dans cette CAN-2017, qui lui permet de prendre provisoirement les commandes du classement des buteurs. Une «distinction» qui ne le pousse pas toutefois à se fixer des objectifs personnels pour ce tournoi. «On n'a pas d'objectif personnel. On va d'abord essayer de passer la phase de poules. Après, on verra. Ce sera des matchs à élimination directe. Je ne sais pas si on est

favoris. En Afrique, toutes les équipes sont difficiles à jouer. Il n'y a pas de favori. On verra à la fin», a-t-il poursuivi. L'Algérie affrontera la Tunisie, qui a débuté par une défaite contre le Sénégal (2-0), jeudi à Franceville (17h00), dans un match que Mahrez considère comme une finale. «C'est un derby. Ça va être un match difficile. Ils ont un peu les mêmes caractéristiques que nous. Que le meilleur gagne. C'est un peu comme une finale, déjà. On est en difficulté, donc on verra», a-t-il encore dit.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Mauvais temps à Béjaïa

## 87 écoles primaires, 40 CEM et 20 lycées fermés à cause de la neige

LA PERSISTANCE des intempéries, notamment les chutes de neige sur 600 m d'altitude dans la wilaya de Béjaïa ont compliqué les opérations de déneigement qui ont commencé deux jours plutôt. Tous les villages (des centaines) de la wilaya de Béjaïa situés à plus de 600 m d'altitude étaient isolés par la neige. Des milliers de foyers ont été privés d'électricité et des centaines d'établissements scolaires désertés par les élèves. Selon la direction de l'Education, 87 écoles primaires, 40 CEM et 20 lycées sont fermés à cause de la neige et parfois du manque de chauffage, d'électricité et des inondations dans les municipalités de Chemini, Chellata, Barbacha, Kendira, Draâ El-Kaïd, Kherrata, Adekar, Akfadou, Béni Maâouche.... Faute de chauffage et d'électricité, les élèves du lycée de Bakarro (Tichy) sont rentrés chez eux. Au lycée d'haddaden, les parents d'élèves étaient en colère en raison des dommages enregistrés au niveau des plafonds de certaines classes construites en amiante et aux inondations enregistrées dans l'enceinte de l'établissement. Ils ont interpellé les autorités afin d'intervenir. Le réseau électrique était coupé dans plusieurs localités, notamment Akfadou, Béjaïa, Kherrata, Tichy (Bakarro). Selon un responsable de la DTP, «tous les chemins de la wilaya étaient bloqués par la neige dans la matinée». Dans l'après-midi, excepté les RN 26 A et 09 A, toutes les routes nationales ont été rouvertes mais la circulation était difficile. La difficulté est d'ouvrir aussi les chemins communaux et chemins de wilaya dont des dizaines sont toujours fermés pour cause de neige. La situation est particulièrement compliquée dans une quinzaine de communes, notamment à Akfadou, Chemini, Tibane, Chellata, Béni M'likèche, Ighil-Ali, Tamokra, Béni Maâouche, Seddouk, Béni Djellil, Adekar, Taourirt Ighil, Kendira, Barbacha, Tizi N'berber, Boukhéfla, Draâ El-Kaïd, Aït Smaïl, Kherrata, etc. Ainsi, à Akfadou, cinq engins de l'APC et de la DTP sont entrés en action depuis 5h du matin mais l'opération de déneigement s'avère très complexe vu l'importance des quantités de neige qui sont tombées sur cette partie montagneuse.

### L'APC a pris les devants en matière de gaz butane

Elle s'est approvisionnée deux jours avant par ses propres moyens au niveau du centre GPL de la commune de Chorfa (Bouira) et devrait livrer les bonbonnes aux citoyens dès l'ouverture des chemins communaux. A Kherrata et Draâ El-Kaïd, des milliers de foyers ont été privés d'électricité et les équipes de la SDE (ex-Sonelgaz) engagées sur le terrain n'ont pas encore repéré la panne à cause de la fermeture des chemins enneigés. Des dizaines de villages étaient coupés du monde extérieur tels qu'El Mencher, Tabia, Taklaïât, Boussaâda, Sebouka, Bradama, Rahamine, Bordj Moumène, etc. A Timezrit, le village Amsiouène, situé à 900m d'altitude, était isolé hier par la neige.

### Des citoyens ont interpellé les autorités afin d'ouvrir les routes

Une centaine de familles est restée sans gaz. A Béni Maâouche, la situation était très difficile. Tous les chemins communaux, de wilaya et la RN 74 étaient coupés. Plusieurs villages des communes de Kendira et Barbacha étaient également isolés. On peut citer Ihabchen, Iouendadjén, Khéllil, Afroune Cheikh, Ighil-Larbaâ, Tizi Ouzemour, etc. Le courant électrique était coupé. Les équipes de la Sonelgaz n'ont pas encore réussi à accéder dans la région pour réparer la panne à cause de la neige qui recouvre totalement les routes. A noter que l'APW a installé une cellule de crise et mis à la disposition des APC et citoyens un numéro de téléphone pour communiquer leurs difficultés. «Nous sommes prêts à aider les citoyens dans leurs difficultés, selon les moyens dont nous disposons», a déclaré, hier, le P/APW, Ali Rabhi.

Hocine Cherfa

### Un narcotrafiquant appréhendé

## Saisie de 8 quintaux de kif traité à Biskra

UN NARCOTRAFIQUANT a été appréhendé mardi à Biskra par un détachement de l'Armée nationale populaire qui a également saisi une quantité de huit quintaux de kif traité, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire «a appréhendé, le 17 janvier 2017 à Biskra, un narcotrafiquant à bord d'un camion chargé d'une importante quantité de kif traité s'élevant

à huit quintaux», précise le MDN. Dans le même contexte, des détachements de l'ANP et de la Gendarmerie nationale, en coordination avec les services de la Sûreté nationale «ont arrêté, six narcotrafiquants et saisi 195 kilogrammes de kif traité à El Bayadh,

Sidi Bel-Abbès et Tlemcen». Par ailleurs, des détachements de l'ANP «ont arrêté à Adrar, Ouargla et Tamanrasset, 106 immigrants clandestins de différentes nationalités africaines et saisi 9 détecteurs de métaux et un téléphone satellitaire». Slim O.

## Vague de froid sur l'Algérie pénurie de bouteilles de gaz dans certaines régions



Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

## Coupage du courant électrique presque générale

■ L'intensité de la vague de froid qui sévit en Kabylie est montée hier d'un cran avec les chutes de neige redescendues jusqu'à des altitudes de moins de 500 mètres, après avoir affecté les régions de la haute montagne depuis dimanche dernier.

Par Hamid M.

Hier, il a même neigé au chef-lieu de wilaya de Tizi Ouzou, situé à un peu plus de 400 mètres, sans que la poudreuse ne s'amoncelle. La Kabylie maritime, épargnée par ces conditions climatiques difficiles, s'est réveillée hier matin sous un manteau blanc avec des épaisseurs de neige d'un peu plus de 10 centimètres. Les localités de Mizrana, Makouda, Boudjima, Iflissen et Tizirt ont été touchées par les chutes de neige. A tous ces désagréments de Dame nature est venue s'ajouter une panne géante de l'électricité dans presque la totalité des localités situées en dehors de la périphérie de la ville du chef-lieu de wilaya. En effet, selon le directeur local de la Sonelgaz qui intervenait sur les ondes de la radio locale, toutes les régions du sud, de l'est et

une partie du nord de la wilaya sont sans électricité depuis mardi soir, précisant que des lignes de transport ont été affectées par la neige. Des équipes de Sonelgaz ont été dépêchées, selon le même responsable qui n'a pas manqué de souligner les difficultés rencontrées par ses équipes pour intervenir dans les zones de montagne. Cela est synonyme de panne qui pourrait durer dans le temps. Si en haute montagne les habitants sont habitués à ce genre de tempête et se sont préparés à cela, en revanche dans les régions situées à de basses altitudes la neige semble les avoir surpris. L'essentiel du réseau routier de la wilaya était bloqué à la circulation automobile, d'autant que déjà pas moins de 14 routes étaient fermées depuis mardi. De nombreuses écoles sont restées fermées hier, s'ajouter à celles qui ont renvoyé leurs

élèves depuis les premiers jours de neige. Selon la direction de l'Education, il a été précisé que pas moins de 200 écoles étaient fermées jusqu'à hier mercredi. Du côté de la wilaya, on a annoncé la mise en place d'une cellule de crise pour faire face à la tempête. Néanmoins rien n'a filtré des mesures prises, se limitant à annoncer la coordination entre les différents services pour intervenir sur le terrain afin de rouvrir les routes et acheminer les aides et autres besoins des populations isolées par la neige. Jusqu'en milieu de journée, plusieurs routes ont été rouvertes, notamment les routes nationales comme la RN15 reliant Tizi Ouzou à Larbaa Nath Irathen. La radio locale de Tizi Ouzou a pris l'initiative d'ouvrir son antenne aux habitants de la wilaya pour intervenir et faire part de leurs doléances depuis les quatre coins de la région. Une initiative saluée par la population qui a trouvé en cette chaîne comme de moyen de communication. En somme, de nombreuses localités de la wilaya de Tizi Ouzou étaient isolées hier en attendant l'intervention des différents services de l'Etat pour rouvrir les routes.

H. M.